

*Ecole d'Eté Réseau de Recherche sur l'Innovation*

**Les nouvelles dimensions des systèmes sectoriels de l'innovation**

**29 août - 1er septembre 2012**

**Montpellier - France**

**« Les choix sectoriels de la nouvelle  
stratégie industrielle en Algérie:  
Eléments pour un débat »**

*Benabbou SENOUCI*

**2E2D M LAREEM / Université d'Oran**

**[senouci.ben@gmail.com](mailto:senouci.ben@gmail.com)**

# PLAN

---

- Introduction

1- Les réformes des années 2000

2- La nouvelle stratégie industrielle version 2007

3- Quelques commentaires.

- En guise de conclusion

# INTRODUCTION

---

**Le trait essentiel des options industrielles en Algérie, depuis son indépendance, est leur pluralité.**

**Depuis le début de ce siècle, une série de réformes et de textes législatifs, ont touché l'économie nationale en générale et les secteurs industriels en particulier.**

**Dans ce cadre, au cours de l'année 2007 une nouvelle stratégie industrielle (NSI) est annoncée en Algérie, où le processus d'industrialisation n'est ni l'affaire du marché seul ; ni l'affaire de l'État seul, même si l'impulsion initiale doit tout de même venir de l'Etat étant donné la structure de l'économie algérienne.**

# 1- Les réformes des années 2000

- Pendant cette période l'«économie de marché » fut le « crédo », en conséquence de ces réformes, l'économie algérienne est ouverte. Le droit algérien offre des incitations afin d'attirer les investisseurs étrangers.
- 
- Durant l'année 2002 l'Algérie s'est dotée d'une législation beaucoup plus favorable aux investisseurs nationaux et étrangers. Alors que l'ancien code des investissements faisait reposer toute la responsabilité sur l'agence de promotion et de suivi des investissements (APSI), un conseil national de l'investissement a été mis en place.
- 
- En vue d'encourager les investissements en dehors des zones côtières, l'Etat s'engage à assumer toutes les dépenses nécessaires,

# 1- Les réformes des années 2000

---

Le nouveau code des investissements a également bouleversé le régime des avantages réservés aux investisseurs.

On distingue deux régimes, le régime général et le régime dérogatoire. Plus de 90 % du territoire national est éligible à ce régime dérogatoire.

Une ordonnance n° 01-04 relative à la privatisation et à la gestion des entreprises publiques, sensée lever de nombreux obstacles.

Des réformes concernant le secteur de l'énergie, telle que la loi n°01-10 du 03 juillet 2001 portant loi minière, ou la loi n°02-01 du 05 février 2002 relative à l'électricité et à la distribution du

# Indicateurs macro-économiques

## Les indicateurs macro-financiers sont exceptionnels:

- Balance commerciale excédentaire depuis plusieurs années.
- Réserves de change qui n'ont jamais été aussi importantes 210 milliards de \$ US en juillet 2012,
- Dette extérieure remboursée par anticipation elle est de 4,90 milliards de \$ US, soit environ 8,9% du PIB en 2012 et sera à 8,6% en 2013,
- le solde du Trésor à la Banque d'Algérie est extrêmement positif,
- Le dinar se porte plutôt bien, excepté par rapport au dollar, mais l'inflation a augmenté à 7,3 % en juillet 2012.

***Mais toute cette richesse est le fait de la rente, ce ne sont pas les entreprises qui l'ont créée.***

# Indicateurs macro-économiques

- A noter la faiblesse des investissements et l'importance du taux de chômage qui se situe entre 11.5%.
- Par ailleurs des tensions lourdes perturbent la vie des citoyens « *en matière d'habitat, d'eau, d'électricité et de moyens de communication;*
- En revanche il y a des signaux pas très encourageant pour les IDE qu'il faut relever :
  - - L'amendement de la loi sur les hydrocarbures de 2005
  - - La loi de finance complémentaire LFC 2009.
  -
- Des programmes de relance économique sont lancés, 2001/2004, et 2005-2009. Selon le ministre algérien des finances, « *Ce plan ne constitue pas un retour à la planification ou au dirigisme économique et ne doit pas être confondu avec le budget de l'Etat, ...; il se présente en réalité comme un complément au budget* ».
- **En l'absence d'une politique industrielle, ces réformes n'ont pas eu l'effet escompté sur l'activité et les secteurs industriels, ce qui explique en grande partie l'avènement de NSI, lors des assises nationales sur l'industrie.**
-

# 2. La nouvelle stratégie industrielle version 2007

On est en mesure de s'interroger sur la nature de la dynamique qui peut être créée, afin qu'elle puisse faire de l'insertion dans la globalisation, non pas comme une fatalité qu'il faut accepter en toute passivité, mais en adoptant des politiques sectorielles, dans le sens de politiques de créneaux. Ces assises annoncent la mise en place d'une NSI

Six principes fondamentaux accompagnent ces points d'appui:

- la substitution des importations,
- fonctionner par rapport aux marchés extérieurs en plus du marché national,
- se baser sur les investissements directs étrangers (IDE) dans les industries intermédiaires dans le cadre du partenariat,
- rendre le secteur privé compétitif,
- s'intégrer dans l'espace régional et
- enfin généraliser l'Innovation.

.

# Les filières retenues

Selon le document du MMPI Les filières retenues sont, [MMPI 2007, p 123] :

- les industries électriques et électroniques, où l'Etat encourage toute intégration (industrie de support) de l'industrie électrique et électronique. L'industrie électronique de spécialité peut être une niche de sous-traitance avec les firmes multinationales.
- les industries mécaniques.
- l'industrie pharmaceutique, elle se caractérise par l'innovation, la recherche et développement et l'acquisition de licences pour les princeps, le taux de croissance des génériques est de 16%, soit le double du taux de croissance des princeps.
- les industries agroalimentaires (IAA), les rédacteurs font le constat que les activités des IAA sont déconnectées de l'amont agricole, d'où la nécessité de l'intégration de l'amont agricole.
- la pétrochimie-engrais. Ce secteur se caractérise par une forte attractivité, d'où la nécessité d'établir un schéma directeur de valorisation de transformation industrielle des ressources naturelles (gaz naturel, éthane, phosphate, fer).

Lors des assises la commission « *choix des branches prioritaires* », a suggéré d'ajouter le textile et le cuir, les branches de la charpente, chaudronnerie lourde et les industries des biens d'équipement, les industries liées à l'eau et aux énergies et enfin les industries de construction navale

Selon ce schéma il est prévu le développement de nouvelles industries, il s'agit des:

- Industrie automobile.
- Industries des NTIC : Industrie du logiciel.

**Les critères de choix des filières et des branches sont au nombre de trois :**

- l'existence d'un potentiel (parc industriel), susceptible d'être valorisé.
- dynamique de marché à l'exportation, et avantage de la mondialisation des échanges économiques.
- disponibilité d'un avantage comparatif, l'exploitation des hydrocarbures et les ressources naturelles tel que le gaz naturel profitant de coûts d'investissement "très faibles"

# La valorisation des atouts dont dispose l'économie algérienne :

La réhabilitation et le redéploiement du parc industriel de biens intermédiaires

L'exploitation du gaz naturel comme source d'énergie et matière première.

Mais il s'agit aussi de procéder à :

La remontée de filières à partir des industries de biens finals, ce sont des industries qui sont à l'étape d'assemblage mais susceptibles de redéploiement vers l'amont (ou vers l'aval en intégrant l'étape de marketing et de distribution).

créer les conditions de la mise en place progressive de segments compétitifs de biens intermédiaires.

## La dimension spatiale de la NSI

La dimension spatiale n'a pas été occultée par la NSI, quatre Zones d'Activités Industrielles Intégrées (Z.A.I.I), sont identifiées, [MMPI 2007, p 163] :

- Des zones dédiées au développement de micro climats d'affaires pour encourager les investissements et le regroupement des entreprises.
- Des zones spécialisées où se concentrent des entreprises dont l'activité est suffisamment homogène, et elle se réalise dans des domaines de transformation de matière première commune ou d'exportation, ce qui peut être à l'origine de très fortes économies externes.
- Des technopoles qui sont des zones regroupant des activités de conception, d'amélioration et de transformation des produits par la recherche et l'innovation.
- Des parcs spécialisés dans les services.

**A ce titre les zones suivantes ont été retenues à titre prioritaire :**

### **i) Zones d'activités polyvalentes :**

- a) Alger      b) Blida      c) Oran-Mostaganem
- b)d) Annaba      e) Setif-BBA      f) Ghardaïa- Hassi R'mel

### **ii) Technopoles :**

- a) Alger (Sidi Abdellah)      b) Bejaia      c) Sidi Bel Abbès

### **iii) Zones spécialisées :**

- a) Arzew      b) Hassi Messaoud      c) Skikda      d) Oran

# NSI, RESSOURCES HUMAINES & FINANCEMENT

---

**Un autre aspect, celui relatif au développement des ressources humaines pour l'industrialisation, un aspect longtemps négligé**

**Quant au financement de cette stratégie, même si certains participants aux assises ont exclu le financement public., « *c'est au marché financier de jouer pleinement son rôle* » De manière officielle, le ministre des Participations annonce que « *l'Etat doit mettre de l'argent sans pour autant oublier le marché financier, notamment celui des capitaux* ».**

**un effort considérable a été fait pour attirer les IDE et intéresser le capital étranger mais ce dernier n'est attiré que par le secteur des hydrocarbures et à un degré moins la pétrochimie, hormis le secteur de la téléphonie à travers des capitaux arabes (Egyptiens et Koweïtiens) et le secteur de la sidérurgie avec l'indien Mittal-steel.**

**A l'instar de A Benachenhou qui à la marge des assises et en exprimant un avis personnel, aurait souhaité l'élimination de la voie budgétaire.**

# 3. Quelques commentaires

---

- 1- Maintien de la substitution d'importation si marché le permet, Elle adopte une démarche historique inverse à celle des Industries Industrialisantes dans la forme, dans le fond les filières ciblées comme prioritaires ne sont pas si différentes des options des Industries Industrialisantes.
- 2- Politiques d'incitation pour s'orienter vers les marchés extérieurs
- 3- Appel à l'IDE dans les industries intermédiaires, à ce propos il faut noter que les IDE exigent un climat d'affaire approprié ;
- la promotion des secteurs industriels. Un registre où l'Algérie est particulièrement défailante. Promouvoir la sous-traitance. C'est une activité qui reste « inexistante », mais qui peut générer un grand flux d'IDE, un transfert technologique et la création de milliers de postes de travail. Elle est considéré comme facteur « clef » de développement des industries.
- Toujours à propos des IDE, il existe d'autres déterminants des localisations que les coûts salariaux. Tout dépend naturellement de la structure de coûts du secteur concerné. Les activités de création, d'organisation de distribution et d'innovation restent essentiellement localisées au Nord ; les activités de fabrication, quant à elles, tendent à être localisées dans les pays émergents, et ceci se fait à chaque fois que de nouvelles unités de production doivent répondre à l'accroissement de la demande mondiale [Fontagné. L, Lorenzi. J-H 2005, p 48].

- 4- Promotion d'un secteur privé compétitif et citoyen. Au sujet de ce principe, il est à noter que le mode de production du secteur privé est dominé par les PME mais n'a rien de semblable au modèle des pays du sud-est asiatique, ce dernier repose sur un système de réseaux organisé et fonctionnel, alors que le secteur privé en Algérie est très dispersé et s'appuie au contraire sur un mode de fonctionnement individuel couplé avec un mode de propriété familiale.
- Enfin, faute de politiques publiques de soutien (problème d'accès au terrain foncier, régime d'investissement peu incitatif, etc.), ces PME restent pénalisées par un manque d'assistance et d'encadrement dans les domaines, juridique, technique et financier.

## **5- Espace régional à trois dimensions :**

**supranational, euro-méditerranéen, maghrébin. Au-delà des vœux et des bonnes intentions, toute SI, (à notre avis, ceci est valable pour tous les pays de la région du Maghreb), si elle n'a pas d'ancrage dans son environnement régional elle a peu de chance pour aboutir, ne serait ce que pour que les débouchés soient à la hauteur des capacités de production potentielles, (signature des accords d'association avec l'UE le montre bien).**

- 6- Généralisation de l'innovation, de l'apprentissage, du progrès technique. Dans quelle direction il faut que l'innovation soit développée pour Stiglitz « L'innovation technologique occidentale s'est trop peu consacrée à réduire l'impact néfaste de la croissance sur l'environnement, et s'est efforcée au lieu de cela de réduire la main-d'œuvre » [Stiglitz 2007].
- Est ce que le cadre institutionnel s'y prête, la feuille de route a été tracée pour les universités et les instituts de l'enseignement supérieur pour qu'elle intègre cette dimension dans ces objectifs (développement de la recherche appliquée, le lancement des clusters et des incubateurs ...), un autre aspect qui mérite l'attention est relatif au régime de propriété intellectuelle, ce dernier s'il est mal conçu, il peut étouffer l'innovation [Stiglitz 2007].
- L'Algérie dispose actuellement de grandes capacités en matière technologique qui demeurent malheureusement ignorées et sous-exploitées. Précisément dans le domaine informatique, et en l'absence de communication et de coordination entre les centres de recherche et les entreprises, l'apport des innovateurs en la matière se voit limité à des actions insignifiantes

## En guise de conclusion

Grâce à l'embellie financière provoquée par la manne pétrolière, la croissance a été de près de 6% entre 2005 et 2010.

Cette croissance économique s'opère dans le cadre d'un budget public excédentaire et d'une inflation comprise, en fonction de l'année, entre 3% et 7,3%.

Tous ces résultats, selon le FMI, sont obtenus grâce à une forte expansion tirée par les exportations dans le secteur des hydrocarbures, à un rebond de la production agricole et à une reprise dans les secteurs de la construction et des services, tendance observée depuis la fin des années 1990.

le blocage des investissements est dû au blocage et à la résistance des institutions, [A. Bouyacoub 2006, p 4].

Le niveau de performance industrielle ou économique d'une façon plus globale dépend aussi de l'efficacité institutionnelle.

Effectivement si les multiples décisions institutionnelles et humaines tirent vers des multitudes de directions, alors les résultats seront toujours décevants. Le niveau de performance économique est déterminé par la cohérence et l'efficacité institutionnelle.